Le Soir
PANORAMA

Après la Tunisie, le Maroc ?

Quatre mois après l'adoption, le 1er juillet par référendum, de la réforme constitutionnelle, les Marocains sont appelés aux urnes ce vendredi pour élire un nouveau Parlement.

A l'instar de nombreux pays arabes et maghrébins, le royaume alaouite n'a pas échappé aux effets de la «révolution tunisienne». Durant plus de six mois, le Mouvement des jeunes du 20 Février, soutenu par les partis de la gauche radicale – Ennahj Dimocrati (voie démocratique), le PSU (Parti socialiste unifié, dissident de l'USFP) – des personnalités et des associations – Attac Maroc et l'AMDH (Droits de l'Homme) – a organisé des manifestations ayant mobilisé des centaines de milliers de Marocains dans près de 60 villes du royaume. Avec pour mot d'ordre «le roi règne et ne gouverne pas», ce mouvement, dont l'irruption sur la scène politique marocaine a pris de court le palais, le Makhzen et ses partis – l'USFP (socialiste), le PPS (ex-communiste), l'Istiqlal du Premier ministre Abbas al-Fassi et le Rassemblement national indépendant (RNI, libéral) du ministre de l'Economie Salaheddine Mezouar – a ébranlé la monarchie marocaine. Il a surtout donné un coup de vieux à ces partis dont la ligne politique reste calquée pour l'essentiel sur celle du palais.

Ces partis, plus royalistes que le roi, qui estimaient, sans rire, qu'il existait «une exception marocaine», expression selon laquelle le Maroc était à l'abri des révoltes ayant balayé Ben Ali et Moubarak et qui se poursuivaient au Yémen, à Bahreïn, en Jordanie, à un degré moindre en Algérie, avant de toucher la Syrie : selon eux, le Maroc était le premier pays du monde arabe et maghrébin à initier de «profondes réformes démocratiques». Et de tirer à boulets rouges sur ces jeunes «manipulés par l'étranger», et même par le Polisario, pour déstabiliser le royaume, et ce, avant de tenter d'organiser une riposte à la fois sur le Web et dans la rue. Sur internet d'abord, on a assisté à une bataille mémorable en ce sens où les partis makhzeniens se sont rendu compte tardivement qu'en portant le débat sur la toile ils ne faisaient qu'amplifier le phénomène contestataire tant leurs arguments étaient décalés par rapport à la réalité. Dans la rue, ce fut un échec, ils peinaient à mobiliser.

Ayant senti la menace et, surtout, ayant vu que la contre-offensive orchestrée par les partis makhzeniens avait lamentablement échoué devant la détermination des jeunes du Mouvement du 20 Février, le roi Mohammed VI montait au créneau pour désamorcer un mouvement de protestation risquant de mettre à bas la monarchie de droit divin. Sans consulter les partis siégeant au Parlement qui soutenaient jusque-là sans sourciller sa politique, il annonçait, le 9 mars dans un discours à la nation, une réforme constitutionnelle. Non seulement les droits de l'homme devenaient un droit constitutionnel, le tamazight langue officielle au même titre que l'arabe, mais le chef du gouvernement serait issu du parti arrivé en tête des élections et non désigné comme cela se faisait, et une plus grande autonomie se voyait accordée au Parlement. Mais, et c'est là que le bât blesse, ses pouvoirs restent en l'état, voire sont renforcés. Le monarque demeure constitutionnellement «commandeur des croyants», le religieux, le sécuritaire et le judiciaire restent des prérogatives royales. Les partis makhzeniens – gauche socialiste et ex-communiste, libérale, l'Istiqlal, le RNI applaudissent. Pratiquant une politique de «critique constructive» à l'égard du palais, le PJD (Parti de la justice et du développement, islamiste) a opéré à temps un virage tactique lui donnant une image de parti ayant pris ses distances avec le Makhzen. Ses menaces de rejoindre le Mouvement du 20 Février lui ont fait gagner des points.

Ce vendredi, un mois après les élections tunisiennes, le royaume fera face au moins à un double enjeu. Le premier est le taux de participation. Le Mouvement du 20 Février, les partis de la gauche radicale appellent au boycott du scrutin. Le deuxième sera le score qu'obtiendra le PJD. Les sondages le donnent en tête du scrutin et lui accordent entre 70 et 80 sièges sur les 395 en lice, ce qui lui donnerait le droit de former le gouvernement. Si ce cas de figure se réalisait, le Maroc serait le deuxième pays après la Tunisie à être dirigé par les islamistes. En attendant l'Algérie ?

Par Hassane Zerrouky

H. Z.

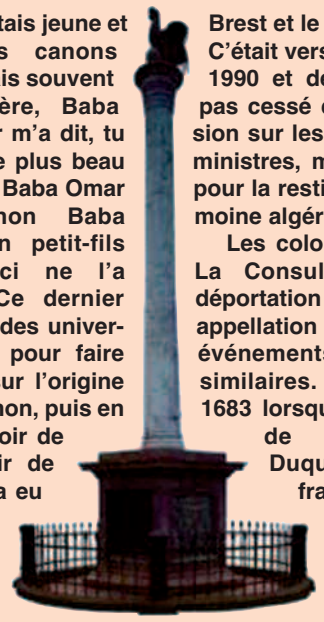
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

APRÈS DE LONGUES ANNÉES D'EFFORTS

Vers la restitution du canon légendaire Baba Merzoug

Les efforts et le long combat de Belkacem Babaci, pour la restitution du canon Baba Merzoug, déporté en France en 1830, un mois après la prise d'Alger, pourront se concrétiser en juillet 2012, à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – De tous les canons d'Alger qui ont servi durant l'époque ottomane, celui-ci a une âme et une histoire particulière qui s'inscrit dans le temps et dans l'espace. Belkacem Babaci, historien et écrivain, et animateur de radio, qui était hier l'invité du centre de presse d'*El Moudjahid*, dira à ce propos : «J'étais jeune et fasciné par les canons d'Alger. J'en parlais souvent à mon grand-père, Baba Omar, qui un jour m'a dit, tu ne connais pas le plus beau et le plus grand.» Baba Omar parlait du canon Baba Merzoug, et son petit-fils Belkacem Babaci ne l'a jamais oublié. Ce dernier s'est rendu dans des universités de Turquie pour faire des recherches sur l'origine et l'histoire du canon, puis en France, pour le voir de visu et s'enquérir de son état. Babaci a eu recours à mille et une ruses pour accéder à l'arsenal maritime de Brest et le prendre en photo. C'était vers la fin des années 1990 et depuis, Babaci n'a pas cessé de mettre la pression sur les officiels français, ministres, maires et députés, pour la restitution de ce patrimoine algérien.



Les colons l'ont rebaptisé La Consulaire, depuis sa déportation en France. Cette appellation est due à deux événements pratiquement similaires. Le premier en 1683 lorsque suite à l'échec de l'expédition Duquesne, le consul français Le Vacher fut placé sur la bouche du canon et déchiqueté par une décharge, puis en 1688, le même sort sera réservé au consul Piolle après l'échec d'une seconde conquête du maréchal d'Estrée.

D'une portée de 4 800 m et une hauteur de 6,25 m, le canon Baba Merzoug a été conçu à Alger en 1542 par un fondeur vénitien, sous le règne de Kheireddine Barberousse. Avec la publication de son nouvel ouvrage L'*Epopée de Baba Merzoug*, en mars 2010, Belkacem Babaci a redoublé d'effort, et la France a promis, depuis, de le restituer à l'Algérie en juillet 2012, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie.

M. M.

POUSSE AVEC EUX !

Encore ! Encore !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Tunisie. Première séance de l'Assemblée constituante, et déjà la marque des islamistes d'Ennahda. Dans l'hémicycle, pas une seule femme …

… en bikini !

Toujours à tout peindre en noir ! Toujours à vous plaindre ! Toujours à ne voir que le mauvais côté des choses. C'est épuisant à la fin ! J'entends et je lis ici et là que des stations du tout nouveau métro d'Alger auraient été inondées partiellement après les dernières précipitations qui ont touché le centre du pays, et plus particulièrement Alger. Et alors ? Doit-on en tirer des conclusions catastrophiques et catastrophistes ? Bien sûr que non ! Si des stations du métro à peine livré fuient comme un gruyère, ça veut d'abord vouloir dire qu'il pleut sur notre belle capitale. C'est une bonne nouvelle ! La pluie est une bénédiction de Dieu ! Les barrages vont pouvoir réajuster à la hausse leurs niveaux de remplissage. Les terres agricoles vont se gorger de cette semence divine et donner de beaux légumes, de magnifiques fruits pulpeux et des céréales en quantité et gonflées à bloc. Le cours des oueds va retrouver son impétuosité d'antan. Les canalisations de la Seaal vont passer au haut débit 4G. Et l'été prochain, nous n'aurons pas à craindre les grosses chaleurs et la soif. Voilà ce qu'il faut voir aujourd'hui. L'eau, c'est la vie. Et puis, que cette eau ait pu trouver un chemin à travers les structures des tunnels du métro, ça veut tout simplement dire que l'eau finit toujours par retrouver son chemin malgré les embûches. C'est ce que nous ont appris les anciens qui, eux-mêmes, l'avaient appris de plus anciens qu'eux. Force revient à la nature ! De plus, et tous les experts vous le confirmeront, l'eau qui s'infiltre à travers la terre se charge de minéraux, de sels et de microorganismes qui finiront par rejoindre les nappes phréatiques, accroissant ainsi nos capacités en les rendant plus riches et plus à même de booster l'industrie de l'eau de source et de l'eau minérale. Vous voyez bien que c'est une bonne nouvelle, au final. Quoi ? L'eau dans le métro ? Et alors, l'eau dans le métro ? J'ai commencé par vous parler des infiltrations d'eau dans les stations ? Oui, je sais bien par quoi j'ai commencé cette chronique. Et je n'ai aucun problème à poursuivre sur le même registre. Celui de l'industrie des bassines et des écuelles en plastique. Une station de métro inondée, c'est autant de chances de relancer l'industrie des bassines en plastique. Ce secteur était moribond. Les dernières pluies vont le faire renaître ! Pour chaque fuite, une bassine. Et si l'on double la mise, deux bassines pour une seule fuite, ce sont des milliers d'emplois que l'on va créer bientôt. Et je n'évoque même pas ici la possibilité de recycler l'eau recueillie dans les bassines disposées en contrebas des fuites dans le métro. C'est un marché énorme ! La sortie du tunnel de la crise n'est plus très loin. Faut juste s'armer de patience, de parapluies et de bassines. Trois fois rien, quoi ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.